

print

## Liban/TSL: Un procès politique sous habillage juridique pour renflouer l'héritier problématique du clan

De [René Naba](#)

Global Research, janvier 17, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/libantsl-un-proces-politique-sous-habillage-juridique-pour-renflouer-lheritier-problematique-du-clan/5365296>

Le procès se tient en l'absence de deux des principaux protagonistes de l'affaire, Assef Chawat, beau-frère du président syrien Bachar al Assad et un des responsables des services de sécurité syriens et Wissam Al-Hassan, le principal maître d'œuvre du dossier d'accusation.

### **Assef Chawkat, Michel Samaha et Wissam Al Hassan....les surprises d'un jeu de billard à trois bandes.**

Deux personnages engagés dans une lutte à mort: le libanais, controversé responsable de la protection rapprochée de son employeur Rafic Hariri, pesait sur lui la suspicion d'un manquement professionnel qu'il lui importait de lever, le syrien, à ce titre dans le viseur de son rival libanais en tant que potentiel bouc émissaire syrien, veillait à lui damer le pion, en cherchant à se dégager du nœud coulant placé autour de lui par les Occidentaux dont ils réclamaient la tête pour solde de tout compte de l'implication présumée de la Syrie dans l'affaire Hariri.

<http://www.renenaba.com/wissam-al-hassan-la-dague-du-dispositif-securitaire-saoudien-au-proche-orient/>

Interface entre la Syrie et la France sous la présidence de Nicolas Sarkozy, Michel Samaha, devenu personnage encombrant du fait de sa parfaite connaissance des divers aspects des rapports triangulaires franco libano syriens, se devait d'être réduit au silence en ce qu'il parasitait la scène par ses révélations intempestives.

Ancien ministre libanais de l'information, ancien membre du parti phalangiste (milices chrétiennes libanaises), Michel Samaha a ainsi affirmé le 4 juillet 2011 sur la télévision «Al Manar» que Saad Hariri, le fils de la victime, avait souscrit en sa qualité de premier ministre du Liban un engagement renonçant au tribunal Spécial sur le Liban, de même qu'à son financement à la condition expresse qu'aucune censure parlementaire ne sanctionne sa gestion gouvernementale.

Hariri jr avait posé en outre comme condition qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les faux témoins qui ont vicié le déroulement de l'enquête, ni contre les officiers qui lui sont proches, le général Achraf Rifi, directeur des forces de sécurité intérieure, Wissam Hassan, chef du bureau du renseignement, ni que l'évaporation de douze milliards de dollars du ministère des finances sous la gestion Hariri.

Samaha paiera le prix fort pour ses révélations. Au terme de la mandature Sarkozy, il sera neutralisé, l'été 2012, sur ordre de Wissam al Hassan, sous l'accusation de menées pro syriennes et anti libanaises, sur la base d'un témoignage d'un agent triple, Milad Kfoury. Kfoury, ancien membre des milices chrétiennes libanaises, reconverti dans la prestation de services auprès des Syriens et du Clan Hariri, a disparu depuis de la circulation, exfiltré et son silence, semble-t-il, monnayé à son pesant d'or.

Assef Chawkat a été pulvérisé dans un attentat contre le quartier général syrien, le 18 juillet 2012, à Damas, et son accusateur Wissam Al Hassan, carbonisé à son

tour trois mois plus tard, emportant, tous les deux, leurs secrets dans la tombe.

Le procès Hariri devait constituer le sacre de Wissam Al Hassan et le blanchir rétrospectivement de ses bavures successives. Il sera le procès en creux de ce maître d'œuvre des opérations de déstabilisation de la Syrie et de ces manigances visant à maintenir l'enquête du procès Hariri sur le rail anti syrien... des faux témoins, à l'incarcération abusive des quatre officiers supérieurs, à l'inculpation de Michel Samaha.

Certes, la peine capitale a été requise par le parquet libanais à l'encontre de Michel Samaha et le Hezbollah -question de maintenir la pression- de nouveau suspecté d'un mystérieux attentat en Bulgarie. Mais le prédateur a trépassé bien avant qu'il ne terrasse sa dernière proie, qu'il comptait caraméliser sous l'accusation de sabotage. Le pire scénario imaginable pour le camp occidental, sauf à leur servir de bouc émissaire posthume idéal dans l'hypothèse d'un arrangement entre les Etats-Unis et ses contestataires régionaux.

Michel Samaha a constitué incontestablement une belle prise pour la justice libanaise, discréditée par une cascade de jugements invraisemblables contre des officiers supérieurs libanais impliqués ans un réseau pro israélien. Mais sa crédibilité ne sera durablement restaurée que lorsqu'elle aura fait la démonstration de son impartialité, en mettant en jugement un autre fauteur de troubles redoutable, le député chiite pro haririen Okab Sakr. Principal pourvoyeur d'armes à l'opposition islamiste syrienne, le député chiite pro haririen a déserté ses responsabilités au sein de la représentation nationale libanaise, pour aménager ses quartiers en Turquie en vue de mener sa guerre pour le compte de ses parrains saoudiens, dans une opération qui s'apparente à la forfaiture. Ah les surprises du jeu de billards à trois bandes.

### **La mystérieuse interview du Times: une ténébreuse affaire**

Summum de la sophistication dans la guerre psychologique menée par les pays occidentaux pour déstabiliser le successeur de Saad Hariri, le premier ministre Najib Mikati, est la mystérieuse interview publiée par la revue américaine «Time» d'un des quatre inculpés, proclamant son innocence, assurant qu'il se trouvait au Liban et que s'il avait été reconnu coupable, le Hezbollah l'aurait déjà remis à la Justice internationale. Le journal An Nahar, emboitant le pas, a indiqué que la personne qui avait été interviewée n'est autre Hussein Ouneissi, alors que Nicolas Blanford, le correspondant du Time à Beyrouth, démentait avoir effectué l'interview. Le journaliste américain, grand spécialiste du Hezbollah, a assuré qu'il s'est borné à commenter les propos du soi-disant inculpé sur la base d'un texte fourni par la direction du Times sans en connaître sa provenance.

### **Imad Moughnieh et la responsabilité des attentats du 11 septembre**

Une mise en scène pour camoufler les informations procurées de sources israéliennes?

Imad Moughnieh, chef de la branche militaire du Hezbollah, tué par une explosion à la voiture piégée à Damas, en 2008, ainsi que l'Iran, ont été mis en cause dans les attentats du 11 septembre dans une déposition faite devant un tribunal du district de Manhattan, rapporte samedi 26 août 2011 Le spécialiste des affaires du renseignement au journal israélien Yedioth Aharonoth, Ronine Bergman, a rapporté cette information surréaliste se référant à des responsables du renseignement américain. Selon le journal, Imad Moughnieh aurait personnellement assuré la livraison des explosifs.

Curieux cheminement que cette information qui reviendrait à imputer la responsabilité des attaques du 11 septembre aux Chiïtes et à blanchir



posée.

A l'arrière-plan d'un printemps arabe corrosif pour les principaux pivots de l'influence occidentale sur la rive arabe de la Méditerranée, -le tunisien Ben Ali et l'Egyptien Moubarak-, la valse des instances dirigeantes pourrait donner le coup de grâce au Tribunal Spécial sur le Liban, déjà considérablement discrédité.

Le mandat triennal du tribunal a expiré fin février 2012 et prorogé par tacite reconduction aux mépris des dispositions constitutionnelles.

La cause de la justice internationale est-elle servie par une falsification permanente des preuves? par une violation permanente des lois du pays hôte en ce que le Tribunal a été institué au mépris des procédures constitutionnelles du Liban sans approbation du président de la république, seule autorité habilitée à ratifier les conventions internationales, sans approbation du conseil des ministres, ni ratification par le parlement?

Dans la perspective du retrait américain d'Afghanistan et d'Irak, alors que leurs propres alliés se retournent contre eux comme ce fut le cas avec l'assassinat de leur ambassadeur en Libye Christopher Warren (septembre 2012), la cause de la justice internationale est-elle servie par un dévoiement de sa fonction? Par son instrumentalisation en guerre de substitution de basse intensité contre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, c'est-à-dire le dernier carré des récalcitrants à l'ordre hégémonique israélo-américain?

**René Naba**

21 mars 2013

## Références

1- Le bureau de la défense du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a désigné, le 26 octobre 2011, huit avocats pour les quatre prévenus membres du Hezbollah, commis d'office pour le procès en contumace qui devrait se tenir en 2012. Chaque prévenu a eu droit à un conseil principal et un Co-conseil. Me Antoine Korkmaz, avocat franco-libanais défenseur du Général Jamil As Sayyed, qui poursuit le parquet international pour son incarcération abusive, a été chargé de la défense de Moustapha Badr Eddine; Eugene D. Sullivan (GB) et Emile Aoun (Liban) pour Salim Ayache; Vincent Courcel de la Brousse (français, ancien du tribunal spécial pour la Rwanda) et Yasser Hassan (Liban) pour Hussein Oneissi ; David Young (GB) et Gwenaëlle Metro Assal (ancien du TPS Yougoslavie) pour Y Sabra.

## Pour aller plus loin

**HARIRI DE PÈRE EN FILS : Hommes d'affaires et premiers ministres**

Dix ans après le raid apocalyptique contre les symboles de l'hyper puissance américaine, les principaux vecteurs d'influence occidentale en terre d'Orient ont été pulvérisés, du commandant Massoud Shah à Benazir Bhutto en passant par Rafic Hariri. Chef du clan américano-saoudien au Liban, l'ancien Premier ministre a été un exécutant majeur de la pantomime du Moyen-Orient et, à ce titre, victime majeure du discours disjonctif occidental. Pur produit de la financiarisation de la vie politique nationale, Rafic Hariri aura, à l'instar d'une bulle financière, imposé.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=33521>

[www.renenaba.com](http://www.renenaba.com) remet en mémoire cette problématique dans une série de papiers publiés en Août 2010, en pleine médiation syro saoudienne. :

TSL/Hariri: 1ère partie Le Tribunal spécial sur le Liban à l'épreuve de la guerre de l'ombre Part 1/3

TSL/Hariri: 2ème partie Les Libanais «des analphabètes secondaires»

TSL/Hariri 3ème partie Les Etats-Unis, une justice «à la carte», la France, une

suspicion légitime

Copyright © 2014 Global Research